

LA RÉSISTANCE...

L'idéologie européenne et mondialiste se heurte aux dures réalités de la lutte des classes. Le 31 mai, la presse note, à propos de la manifestation des Agents des Services Publics: «*RÉSISTANCE A BRUXELLES*». Voilà qui est nouveau et, à la fois, réconfortant et inquiétant!

Réconfortant, dans la mesure où seule la résistance à la «*Nouvelle Europe*», c'est-à-dire à Bruxelles peut nous éviter de sombrer dans un type de société totalitaire; inquiétant dans la mesure où la «résistance» pourrait devenir synonyme de nationalisme qui, au même titre que le mondialisme ou l'universalisme relève de l'idéologie, et dont on a pu mesurer les méfaits dans le passé.

Pour autant, et la manifestation des fonctionnaires le prouve, le combat pour le maintien de la nation en tant qu'espace géographique et juridique garant de la citoyenneté, et champ d'application de nos conventions et statuts, redevient une nécessité.

L'existence du monde totalitaire que suppose nécessairement «*l'état supranational*» est incompatible avec la démocratie indissociable du progrès social.

Le gouvernement actuel semble vouloir réaliser une sorte d'équilibre obligatoirement instable entre les tenants de la «*Nouvelle Europe*» et ceux qui ne veulent pas voir disparaître les équilibres nés de la lutte des classes, ainsi que les acquis obtenus, dans le cadre national, et, qui disparaîtraient avec la destruction de celui-ci.

Comme on peut le constater, il ne s'agit pas de «*nationalisme exacerbé*» ou de «*splendide isolement*» mais du maintien d'un cadre compatible avec la démocratie et le progrès. L'histoire nous a appris, par exemple, combien il est absurde et dangereux d'opposer le mot d'ordre «*France d'abord*» à celui de «*Deutschland Uber Alles*».

Pour autant, ce n'est pas en acceptant de voir, dans le cadre de «*l'Europe carolingienne*», les ouvriers des pays industrialisés réduits au sort peu enviable (et institutionnalisé!) d'exclus, c'est-à-dire à une situation comparable à celle que connaissent les «*intouchables*» en Inde, que nous apporterons des réponses aux problèmes de l'heure et notamment à ceux posés par la misère dans les pays du tiers-monde.

Quoi qu'il en soit, il semble bien que le temps des illusions sur «*l'économie de marché*» soit en passe d'être révolu et qu'il va falloir, à nouveau, se poser le problème du devenir de la société capitaliste et des perspectives qu'elle offre à l'humanité.

Et, ce problème, aujourd'hui encore, seule la classe ouvrière organisée nationalement et internationalement peut le poser et, par son action, empêcher un glissement qui, chaque jour, s'accélère, vers un retour à la barbarie!

Alexandre HÉBERT.